

# LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - NUMERO 387 - 7 NOV. 1985 - Prix 1 F 50

- **SAMEDI et DIMANCHE** -  
AU CHAMP DE MARS

## DEUX JOURS DE FÊTE POUR LE VOTE COMMUNISTE

Aggravation du chômage, développement de la misère, poursuite de la casse industrielle au nom de la modernisation, baisse sans précédent du pouvoir d'achat des familles, multiplication des atteintes aux libertés syndicales ou individuelles, envoi des forces de police sur tout ce qui bouge, voilà l'un des traits essentiels de la situation que vivent les gens dans ce département.

Par Gilles BONTEMPS  
Secrétaire de la fédération

Il est évident que cette situation n'est pas valable pour tout le monde puisque les profits n'ont jamais été aussi élevés (+ 83 % en 5 ans).

Pour regarder plus près de nous, dans la seule région des Pays de Loire, 3 157 familles se partagent un patrimoine de 20 milliards de francs (pour la part du patrimoine soumise à l'IGF en 84).

Difficultés renforcées pour les salariés et le pays et opulence pour les privilégiés de la fortune, voilà le résultat de choix politiques délibérés, mis en œuvre pendant 23 ans par la droite et de façon aggravée par le Parti Socialiste aujourd'hui, un Parti Socialiste qui détient tous les moyens depuis cinq ans dans ce pays.

Face à cette politique du gouvernement socialiste qui va au devant des exigences du patronat et ouvre le terrain à la droite, les salariés sont plus nombreux à prendre le chemin de la lutte pour la défense de leurs intérêts et ceux du pays.

Le succès des manifestations du 24 octobre organisées par la CGT dans tout le pays, l'ampleur qu'elle a eue dans le département et à Nantes en particulier, en est une illustration. La lutte que mène les travailleurs de Dubigeon en est une autre. Ainsi les promesses perpétuelles des dirigeants socialistes à tous les niveaux, sur la Navale et sur Dubigeon en particulier, les manœuvres répétées de rencontres en réunions pour tenter de casser la lutte, commencent à avoir du mal à faire recette car elles tranchent avec la réalité.

Réalité des décisions prises par le gouvernement socialiste qui visent à rayer Dubigeon de la carte, ce qui permet d'ailleurs aujourd'hui à De Cossé Brissac d'escamoter ses responsabilités dans la mise en cause de la construction navale en rivière.

Toujours est-il que les salariés de Dubigeon ont l'impression d'avoir été trahis et ils l'ont été.

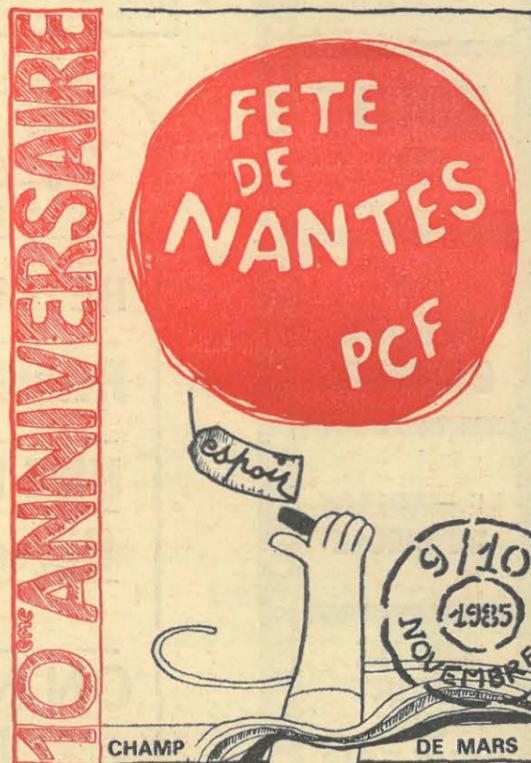
Que ce soit dans l'agglomération nantaise ou dans l'ensemble du département, les travailleurs en lutte trouvent et trouveront les communistes à leurs côtés. Ceci dit, l'ensemble des salariés a aujourd'hui un moyen efficace de donner de la force à ses luttes, de faire étendre ses exigences, c'est de soutenir par son vote, le seul Parti qui propose de mettre en œuvre d'autres choix : le Parti Communiste Français.

Mieux, le vote communiste, le 16 mars 86 sera pour eux le seul moyen d'exprimer avec efficacité leur mécontentement face à la politique actuelle. Le seul moyen d'empêcher la collaboration du Parti Socialiste avec la droite, et de porter des coups à cette dernière, le seul moyen de dire avec force voilà la politique nouvelle que nous voulons, une politique qui s'attaque aux causes de la crise et qui place l'homme au cœur du redressement du pays.

Le vote communiste aura un poids d'autant plus grand que cette fois-ci, les élections ont lieu à la proportionnelle, qu'il n'y aura qu'un seul tour et que chaque électeur aura la garantie que sa voix comptera.

Voilà ce dont il va être question durant ces deux jours à la fête de la section de Nantes. Une fête qui va être une première grande occasion de faire connaître, discuter et soutenir les 12 grands axes de proposition.

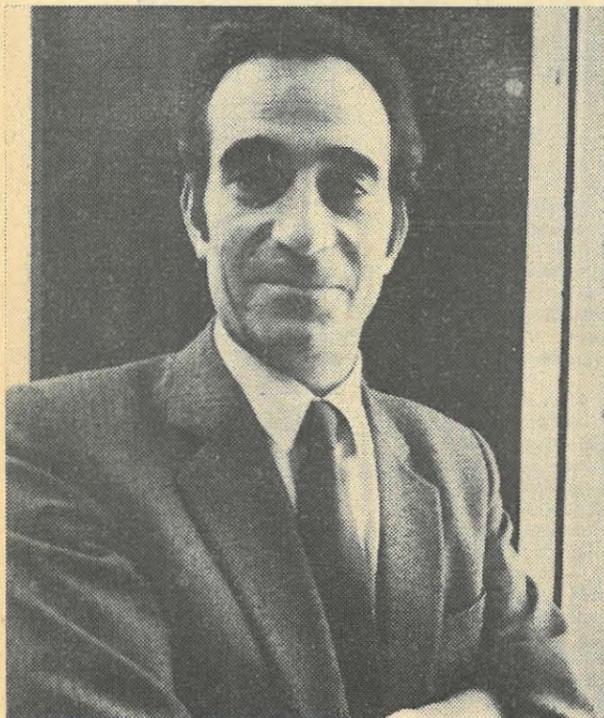
Amis lecteurs des « Nouvelles », que vous travailliez ou viviez à Nantes, dans l'agglomération ou dans d'autres communes du département, nous vous invitons à participer pleinement à ce premier grand rassemblement pour le vote communiste organisé par la section de Nantes du Parti Communiste Français, et à y convier votre entourage.



### Les Vétérans du Parti ont versé à la souscription

De nombreux vétérans se sont réunis le 30 octobre à la fédération où ils devaient déjeuner en compagnie des membres du secrétariat fédéral et de Jean-Louis LE CORRE, tête de liste aux élections régionales.

A cette occasion, ces camarades devaient verser plusieurs milliers de francs à la souscription pour les élections de 86. Qu'ils en soient remerciés et que leur exemple soit multiplié pour atteindre notre objectif.



Agence Bisson-Collectif

Dimanche à 15 h.

MEETING

avec

**Claude  
BILLARD**

Membre du Bureau Politique  
du Parti Communiste Français

JOURNÉE D'ÉTUDES

des  
**ENSEIGNANTS  
COMMUNISTES**

Dimanche 24 novembre

S'inscrire auprès de la Fédération  
en écrivant à Loïc LEGAC 41, rue  
des Olivettes - 44000 Nantes

# LES KORRIGANS

8, avenue de la République  
ST-NAZAIRE  
Tél. 22.44.79

**HOLD-UP**  
(dolby-stéréo)

**UNE FEMME OU DEUX**

**LE MARIAGE DU SIECLE**

**ON NE MEURT QUE DEUX FOIS**

**RAN**

## HORAIRES LES KORRIGANS

Salle 1 : j. v. m., 14 h 15 - 20 h - 22 h 20 ; s. d. l., 14 h - 16 h 20 - 20 h - 22 h 20.

Salle 2 : j. v. m., 14 h 15 - 20 h 15 - 22 h 20 ; s. d. l., 14 h 15 - 16 h 20 - 20 h 15 - 22 h 20.

Salle 3 : j. v. m., 14 h 15 - 20 h 10 - 22 h 20 ; s. d. l., 14 h 10 - 16 h 20 - 20 h 10 - 22 h 20.

Salle 4 : j. v. m., 14 h 15 - 20 h 05 - 22 h 20 ; s. d. l., 14 h 05 - 16 h 20 - 20 h 05 - 22 h 20.

Salle 5 : j. v. m., 14 h 15 - 20 h 30 ; s. d. l., 14 h 30 - 20 h 30.

## LES FILMS DE LA SEMAINE

- **UNE FEMME OU DEUX.** — Film de Daniel Vigne, avec Gérard Depardieu, Sigourney Weaver, Ruth Westheimer, Michel Aumont.
- **RETOUR VERS LE FUTUR.** — Film réalisé par Robert Zemeckis. Avec : Michael J. Fox, Christopher Lloyd, Lea Thompson, Crispin Glover.
- **HOLD-UP.** — Film réalisé par Alexandre Arcady. Avec : Jean-Paul Belmondo, Guy Marchand, Jean-Pierre Marielle, Jacques Villeret, Kim Cattrall.
- **OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE.** — Film réalisé par Walter Murch. Avec : Fairuz Balk, Nicol Williamson, Jean Marsh, Piper Laurie.
- **LA TENTATION D'ISABELLE.** — Film réalisé par Jacques Doillon. Avec : Ann Gisel Glass, Fanny Bastien, Jacques Bonnaffé, Xavier Deluc.
- **PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES.** — Film réalisé par Emir Kusturica. Avec : Moreno de Bartolli, Miki Manojlovic, Mirjana Karanovic.
- **LE MARIAGE DU SIECLE.** — Film réalisé par Philippe Gaviand. Avec : Anémone, Thierry Lhermitte, Jean-Claude Brialy, Michel Aumont.
- **ON NE MEURT QUE DEUX FOIS.** — Film réalisé par Jacques Deray. Scén. Michel Audiard. Avec : Jacques Deray d'après le roman de Robin Cook. Avec : Michel Serrault, Charlotte Rampling, Xavier Deluc, Elisabeth Depardieu.
- **LE QUATRIEME POUVOIR.** — Film réalisé par Serge Leroy. Avec : Philippe Noiret, Nicole Garcia, Jean-Claude Brialy, Roland Blanche.

### UGC APOLLO

HACHETTE PREMIERE PRESENTE  
**GÉRARD DEPARDIEU SIGOURNEY WEAVER**

# UNE FEMME OU DEUX

UN FILM DE DANIEL VIGNE

AVEC RUTH WESTHEIMER MICHEL AUMONT  
SCÉNARIO ET DIALOGUES DANIEL VIGNE - ELISABETH RAPPENEAU

### UGC APOLLO

7 SALLES • 7 FILMS  
REPONDEUR : 20.15.31

**RETOUR VERS LE FUTUR**  
(VO - dolby-stéréo)

**RAMBO II, la mission**  
(dolby-mono)

**UNE FEMME OU DEUX**

**OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE**

**HOLD-UP**

**ON NE MEURT QUE DEUX FOIS**  
(dolby-stéréo)

**RECHERCHE SUSAN DESESPEREMENT**

### UGC APOLLO

NORBERT SAADA PRESENTE  
**MICHEL SERRAULT CHARLOTTE RAMPLING**

# ON NE MEURT QUE DEUX FOIS

UN FILM DE DIALOGUE MICHEL AUDIARD  
Avec JACQUES DERAY

**5<sup>e</sup> SEMAINE : 10 000 ENTREES !**

- **P.R.O.F.S.** — Film réalisé par Patrick Schulmann. Avec : Patrick Bruel, Fabrice Luchini, Laurent Camelon, Christophe Bourseiller.
- **TROIS HOMMES ET UN COUFFIN.** — Film écrit et réalisé par Coline Serreau. Avec : André Dussollier, Roland Giraud, Michel Boujenah, Philippine Leroy-Beaulieu, Dominique Lavanant, Marthe Villalonga.
- **RECHERCHE SUSAN, DESESPEREMENT.** — Film réalisé par Susan Seidelman. Avec : Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn, Mark Blum.
- **RAMBO II, LA MISSION.** — Film réalisé par George P. Cosmatos. Avec : Sylvester Stallone, Richard Crenna, Julie Nikson, Charles Napier.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE •  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social 41, rue des Olivettes  
44000 NANTES Tél. 40.89.72.28  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : M. J. BUSSON  
Associés à parts égales : MM  
M. ROCHER, G. GRAVOILLE, M.  
PRODEAU, J.-Y. COUPEL, Gilles  
BONTEMPS.  
Imprimerie Commerciale  
32, Bd Laënnec - RENNES  
C.P.P. n° 52 987

## Gaumont

6 SALLES • Tél. 40.48.29.95

HACHETTE PREMIERE PRESENTE  
**GÉRARD DEPARDIEU SIGOURNEY WEAVER**

# UNE FEMME OU DEUX

UN FILM DE DANIEL VIGNE

AVEC RUTH WESTHEIMER MICHEL AUMONT  
SCÉNARIO ET DIALOGUES DANIEL VIGNE - ELISABETH RAPPENEAU

<b>HOLD-UP</b> (dolby-stéréo)	<b>RAMBO II</b> (dolby-stéréo)
<b>LE MARIAGE DU SIECLE</b>	<b>LA TENTATION D'ISABELLE</b>
<b>PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES</b>	

## A l'affiche à Nantes

### APOLLO

1 — 13 h 30 - 16 h - 19 h 30 - 22 h (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 25 et mercredi 10 h (tarif réduit) : **RETOUR VERS LE FUTUR.**

2 — 13 h 40 - 15 h 50 - 19 h 40 - 21 h 15 (film 20 mn plus tard) + s. 24 h et mercredi 10 h (tarif réduit) : **RAMBO II, LA MISSION.**

3 — 13 h 30 - 15 h 40 - 19 h 30 - 21 h 40 (film 15 mn plus tard) + s. 23 h 55 et mercredi 10 h (tarif réduit) : **UNE FEMME OU DEUX.**

4 — 13 h 35 - 15 h 50 - 19 h 20 - 21 h 35 (film 20 mn plus tard) + s. 23 h 50 et mercredi 10 h (tarif réduit) : **OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE.**

5 — 13 h 30 - 15 h 50 - 19 h 30 - 21 h 50 (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 05 et mercredi 10 h (tarif réduit) : **HOLD-UP.**

6 — 14 h 10 - 16 h 20 - 20 h 05 - 22 h 15 (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 25 : **ON NE MEURT QUE DEUX FOIS.**

7 — 14 h 10 - 16 h 20 - 20 h 05 - 22 h 15 (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 25 : **RECHERCHE SUSAN DESESPEREMENT.**

### COLISEE

1 — 14 h - 16 h - 20 h - 22 h : **TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (V.O.)**

2 — 14 h - 16 h - 20 h - 22 h : **LES RIPOUX.**

3 — 14 h - 16 h - 20 h - 22 h : **RAMBO II (Dolby-Stéréo).**

### GAUMONT

1 — 14 h - 16 h 30 - 19 h 40 -

22 h 10 : **HOLD-UP.**

2 — 13 h 50 - 16 h - 20 h - 22 h 10 + dim. lundi 18 h : **UNE FEMME OU DEUX.**

3 — 13 h 45 - 16 h - 19 h 55 - 22 h 10 + dim. lundi 18 h : **RAMBO II.**

4 — 13 h 45 - 16 h - 19 h 55 - 22 h 10 + dim. lundi 18 h : **LE MARIAGE DU SIECLE.**

5 — 13 h 50 - 16 h 30 - 19 h 30 - 22 h 10 : **PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES.**

6 — 13 h 55 - 16 h - 20 h 05 - 22 h 10 + dim. lundi 18 h : **LA TENTATION D'ISABELLE.**

### KATORZA

1 — 14 h - 16 h - 20 h - 22 h : **P.R.O.F.S.**

2 — 14 h - 16 h - 20 h - 22 h : **TROIS HOMMES ET UN COUFFIN.**

3 — 13 h 40 - 16 h - 19 h 40 - 22 h : **TANGOS, L'EXIL DE GARDEL.**

4 — 14 h - 16 h - 20 h - 22 h : **LE 4<sup>e</sup> POUVOIR.**

5 — 13 h 35 - 16 h - 19 h 35 - 22 h : **PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (V.O.)**

6 — Semaine 14 h 15 - 20 h 15 ; dimanche, lundi, 14 h - 17 h - 20 h 30 : **RAN (V.O.)**

### LE CINEMATOGRAPHE

Le Cinéma des enfants :

- Mercredi, samedi, dimanche, lundi 14 h 30 - 16 h 30 : **GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN.**
- Tous les jours à 20 h 30 : **TOMMY (V.O.)**

### OLYMPIA

— Tous les jours, 13 h 45 - 16 h - 19 h 45 - 22 h : **RETOUR VERS LE FUTUR (Dolby-Stéréo).**

## "VISAGE DE LA R.D.A." AU CONCORDE

En collaboration avec l'Association FRANCE-RDA, le cinéma « Le Concorde » à Nantes, organise une semaine de cinéma de la République Démocratique Allemande.

Le cinéma de la RDA est resté pendant longtemps une « terra incognita » : la raison essentielle est due au fait de l'isolement politique de ce pays durant de nombreuses années. Isolement politique et diplomatique, lié à un isolement culturel grave, et qui a compromis les échanges et l'évolution des idées.

Pour la première fois, l'occasion est donnée au public de la région de connaître ce cinéma de qualité, d'une grande diversité, qui a beaucoup évolué. Une possibilité de briser le mur du silence dont font preuve à cet égard les médias.

Scolaires, enseignants, ouvriers, travailleurs de la terre, cadres, employés, anciens résistants, les 12 films projetés au cours de cette semaine du cinéma vous intéressent. Assistez à cette manifestation culturelle, vous ne le regretterez pas.

Une façon de découvrir, dans ce domaine de l'art, les réalisations d'un pays socialiste développé.

Un débat aura lieu une soirée (la date sera précisée dans la presse locale) en présence d'un haut représentant de la RDA et du secrétaire général de l'Association France-RDA.

Les enseignants auront la possibilité de fréquenter avec leurs élèves les séances scolaires — sur demande — du 12 novembre au 23 novembre, matin et après-midi.

Un rapide tour d'horizon concernant le cinéma en RDA : chaque année près de 80 millions d'entrées. La DEFA (1) produit chaque année 20 films en moyenne, dont 5 pour enfants. Apparemment, les spectateurs attendent des films de la DEFA autre chose que des films importés du monde entier et qui ont eux aussi les faveurs du public. Le cinéma de RDA s'est acquis une solide réputation pour son attachement aux traditions humanitaires. Chaque année, près de 130 films nouveaux passent dans les ciné-

mas de la RDA, dont quelques 80 films de l'URSS et d'autres pays socialistes et 30 films de pays non socialistes. Quant aux prix des entrées dans les salles ils demeurent modiques et stables depuis des années...

N'oubliez pas les dates de cette « première culturelle » : **13 au 19 novembre. G. LERAY**, responsable de l'Association France-RDA en Loire-Atlantique. Pour toute précision concernant l'Association, téléphoner au 40.84.17.38.

(1) DEFA : Société Nationale de Cinématographie.

### 11 FILMS SONT A L'AFFICHE

- **L'ADIEU (1968)**
- Les aventures de Werner Holt (1965)
- **Beethoven, quelques jours d'une vie (1976)**
- **Etoile (1958)**
- **Homme contre homme (1974)**
- **La légende de Paul et Paula (1973)**
- **Le mariage dans l'ombre (1947)**
- **Sabine KLEIST, 7 ans (1982)**
- **Sept taches de rousseur (1978)**
- **Tzar et charpentier (1956)**
- **Vivre avec UWE (1974)**
- ...et trois courts métrages :
- **Dresde, ville florissante**
- **La Thuringe**
- **Les trois perles**

## St-Nazaire : Au Conseil Municipal

### Batteux et le Parti Socialiste usent des forces de police contre l'expression démocratique

Mercredi dernier, le maire de Saint-Nazaire a pris la décision d'interdire l'expression au Conseil Municipal, d'une délégation de la CGT, sur l'une des questions à l'ordre du jour : la Zone Internationale Atlantique.

L'utilisation des forces de police pour évacuer les représentants de la CGT — ce qui a d'ailleurs conduit les élus communistes et l'UDB à quitter la séance — est d'autant plus grave qu'il s'agit de la part du Maire, d'une mise en cause du contrat municipal.

Cela fait suite au refus quelques jours plus tôt, d'entendre une association de chasseurs et de représentants du foyer des jeunes travailleurs, qui avait déjà conduit le maire à annuler le précédent conseil.

Il s'agit là d'une grave atteinte à la démocratie locale sur laquelle s'est engagée devant les électeurs, l'équipe municipale.

Cette situation est très préoccupante et nécessite que les salariés, les démocrates de cette région, se mobilisent pour défendre les valeurs démocratiques.

Dans ce sens, la CGT a immédiatement réagi par la diffusion d'un trac de masse dans les entreprises.

La section de Saint-Nazaire du Parti Communiste Français a, de son côté, alerté la population par la diffusion massive, durant le week-end de la Toussaint, d'une déclaration que nous publions ci-dessous.

Bien entendu, nous reviendrons dans notre prochaine édition, sur cette question.

#### UNE DECLARATION DE LA SECTION DU P.C.F.

Lors du Conseil municipal du mercredi 30 octobre 1985, le maire a franchi encore un pas dans son action contre la démocratie.

INCROYABLE ATTAQUE contre les représentants d'une organisation syndicale responsable et représentative. Alors qu'une délégation de la C.G.T. avec à sa tête S. DOUSSIN, secrétaire de l'Union Départementale et D. LEMASSON, secrétaire de l'Union Locale, ne demandait rien de plus que de faire connaître la position que leur organisation avait arrêtée lors de leur colloque qui se déroulait en début de semaine, le maire, avec l'assentiment des élus socialistes et ceux de droite, A FAIT INTERVENIR LES FORCES DE POLICE !

Il faut dire que BATTEUX n'est pas innovateur dans ce domaine ; le gouvernement montre l'exemple. De plus en plus, les forces de police sont appelées à intervenir contre les travailleurs. S.K.F. en était le départ, mais les travailleurs qui luttent de TRITH Saint-Léger, LORIENT ou DUBIGEON en savent quelque chose : DROLE DE CONCEPTION DES NOUVEAUX DROITS !

Les exportateurs de lutte pour la démocratie, quand il s'agit des pays socialistes, devraient regarder autour d'eux et être beaucoup plus vigilants.

Depuis 1977, des engagements ont été pris auprès de la population nazairienne pour que la démocratie prenne une dimension plus large, que soit écouté d'une façon différente les organisations qui ne peuvent qu'enri-

chir le débat et aider réellement au développement de notre ville

Jusqu'à aujourd'hui, ces organisations ont eu la possibilité de s'exprimer ET LES COMMUNISTES S'EN FELICITENT.

La décision prise hier par le maire est une remise en cause de ces engagements pris en commun en 1977, donc en rupture avec ce contrat municipal. Malheureusement, là n'est pas le seul abandon.

Mais au fait, que craignait le maire socialiste dans le débat que voulait engager la C.G.T. ? Que soit connu ce qui se cache derrière le projet Z.I.A. ?

C'EST-A-DIRE : la déréglementation des statuts des travailleurs de la région.

Les cadeaux faits au GRAND CAPITAL sur le dos des travailleurs avec une fiscalité allouée pour ces derniers.

La section de Saint-Nazaire du P.C.F. soutient la proposition du groupe communiste dans l'attitude claire qu'elle a eu en quittant la réunion du Conseil municipal, refusant de siéger à cette Assemblée EN PRESENCE DES FORCES DE POLICE. Elle fait sienne, également, la proposition qu'un Conseil municipal se tienne sur la question importante de la Zone Internationale Atlantique comme cela s'est fait pour les questions de la Navale ou de l'Energie nucléaire.

**NOUS APPELONS LES TRAVAILLEURS NAZAIRIENS A SOUTENIR CETTE PROPOSITION.**

# BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

s'honore de la confiance de nombreux Comités d'Entreprises et est à votre service dans les domaines suivants :

<b>DÉPARTEMENT CONSTRUCTION</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction industrialisée pour gymnases, salles polyvalentes</li> <li>• Terrains de football et tennis</li> <li>• Coordination et assistance pour projets de villages vacances, centre de loisirs...</li> </ul>	<b>DÉPARTEMENT MATÉRIEL DE BUREAU</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Machines à écrire et à calculer</li> <li>• Caisses enregistreuses</li> <li>• Photocopieurs</li> </ul>
<b>DÉPARTEMENT CUISINE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipement et matériel pour cuisines et buanderies</li> </ul>	<b>DÉPARTEMENT AUDIOVISUEL</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sonorisation - Vidéo - Labo photo</li> <li>• Photo - Cinéma</li> </ul>
<b>DÉPARTEMENT MOBILIER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilier de bureau</li> <li>• Bibliothèque</li> <li>• Salles de réunions</li> <li>• Mobilier pour restaurants</li> <li>• Équipement de villages vacances</li> </ul>	<b>DÉPARTEMENT JOUETS - CADEAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jouets et cadeaux pour fête des mères</li> <li>• Objets personnalisés</li> <li>• Arbres de Noël</li> </ul>
<b>DÉPARTEMENT IMPRESSION</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Papier offset et duplicateur</li> <li>• Matériel d'impression et de façonnage</li> </ul>	<b>DÉPARTEMENT SPORTS - CAMPING</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vêtements et articles de sports</li> <li>• Vêtements de travail</li> <li>• Matériel de camping</li> <li>• Équipement sportif</li> </ul>

## BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

50, rue Louis-Braille - 56100 LORIENT - Tél. (97) 21.65.71

Les jeunes communistes vous invitent à l'exposition du XII<sup>e</sup> FESTIVAL MONDIAL DES JEUNES ET DES ETUDIANTS A MOSCOU - 1985.

Au stand du Mouvement de la Jeunesse Communiste de la Loire-Atlantique le samedi 9 et le dimanche 10 novembre à la FETE DE NANTES 1985.

### SAINT-HERBLAIN

## Pour l'emploi... donc dans l'opposition ?

Le Conseil municipal de Saint-Herblain a examiné le dossier de création au centre de la commune d'une Z.A.C. multi-sites où doit s'implanter prochainement un hypermarché.

A cette occasion, Jean-Claude LUCAS, dans son intervention, a approuvé le dossier et a fortement insisté sur la nécessité de se saisir de cette zone comme d'une possibilité de développer l'emploi. Marcel CHAUVIN, conseiller municipal, a « osé » parler du chômage !

Il n'en fallait pas moins pour que le maire J.-M. AYRAULT et le premier adjoint Charles GAUTIER, tous deux têtes de listes du P.S., perdent leur sang-froid et accusent les communistes d'un « virage à 180° » !

Les comptes rendus de « Ouest-France » et « Presse-Océan », n'hésitaient pas à classer les communistes dans l'opposition. Pas moins, et jetaient des fleurs aux élus RPR et UDF pour leur « modération ».

Ainsi, défendre l'emploi serait être opposé au P.S. Quel aveu !

Alors disons-le clairement. Ce dossier a été engagé par une élue COMMUNISTE, Pierrette BREMONT, suivi par un élu COMMUNISTE, Roland MOINEL. Et les communistes sont déterminés à ce que cette zone ne soit pas qu'une vitrine attrayante mais développe l'emploi.

**DIMANCHE 17 NOVEMBRE A 14 H. 30**  
Grand Auditorium du Conservatoire de Nantes, r. Gaëtan-Rondeau, ile Beaulieu France-U.R.S.S. présente :  
**L'ENSEMBLE DE CHANTS ET DE DANSES DE L'OURAL**

50 danseurs, chanteurs et musiciens  
Prix des places : 80 F (60 F pour les associations, comités d'entreprise, commandes par 10 places minimum).  
Réservations à partir de mardi 12 novembre  
O.T.S.I. Place du Change à Nantes  
P.A.R.C. 18, rue Scribe, Espace Graslin Nantes

# SOCOPAP équipement

68, Rue Edith-Cavell — 94400 VITRY-SUR-SEINE — Tél. 681.91.99

SOCOPAP EQUIPEMENT, c'est une équipe de spécialistes intervenant dans la décoration, l'aménagement et la vente de mobiliers destinés aux collectivités quelles qu'elles soient :

- centres administratifs,
- salles de spectacles,
- salles polyvalentes,
- centres de vacances,
- foyers d'anciens,
- maisons de la culture,
- crèches,
- etc...

Etudes et équipements de :

- bibliothèques,
- implantation de bureaux,
- agent conseil en mobilier scolaire.

SOCOPAP EQUIPEMENT, c'est la prise en charge rationnelle de vos projets d'équipement en fonction de vos impératifs budgétaires.

# Négriers de l'an 2000... ?

Nous publions ci-dessous la suite du dossier sur la ZONE INTERNATIONALE ATLANTIQUE constitué par le texte de la conférence de presse donnée par la C.G.T.

Toute une série de mesures visent à assurer sur fonds publics l'accroissement des profits des entreprises de la Z.I.A. :

- poursuite de l'effort public d'équipements et d'infrastructures ;

- modification du régime du cautionnement en douane pour accroître la trésorerie des entreprises et en reporter une part du coût sur les collectivités territoriales ;

- suppression pour 10 ans de la taxe professionnelle et de la taxe foncière ;

- réduction massive de l'impôt sur les bénéfices en sus des facilités déjà accordées aujourd'hui dans les pôles de conversion ;

- accroissement des aides publiques à l'investissement avec contribution des collectivités territoriales et assouplissement des modalités d'attribution et des contrôles ;

- alignement de la T.R.O. sur les tarifs internationaux et mise en franchise de TVA du trafic à destination ou provenant de la Z.I.A. ;

- baisse des tarifs SNCF ;

- création par la SNIAS et CGE-Alsthom de sociétés de reconversion ;

- mobilisation prioritaire des fonds bancaires, des financements privilégiés et des aides (y compris de la C.E.E.) pour les entreprises de la Z.I.A.

Comme on le voit, il n'y a pas « trop d'Etat » quand il s'agit de piller les finances publiques afin de financer la croissance financière des entreprises multinationales. Par contre, les mêmes refusent tout contrôle démocratique de l'affectation et de l'usage des fonds.

Ils proposent d'ailleurs de confier la gestion de la zone à une association de droit privé qui se substituerait aux administrations publiques, aux collectivités territoriales, aux organismes para-publics dans les relations avec les entreprises. On a donc affaire à une volonté évidente et affichée de privatisation de services publics et de l'espace national. En même temps, la gestion de la Z.I.A. se trouverait placée à l'abri des regards indiscrets et de la contestation d'élus, de syndicalistes, de fonctionnaires trop soucieux de l'usage efficace des fonds publics et du respect de la législation et des règlements nationaux. C'est une manière de remettre en cause la timide démocratisation introduite depuis 1981 dans les entreprises et organismes publics et para-publics.

## PRIORITE AUX PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Il est proposé de déroger au privilège du pavillon national et au taux de frêt des conférences maritimes dans le trafic avec la Z.I.A. C'est prendre ouvertement parti pour la généralisation des pavillons de complaisance au détriment de notre flotte nationale. C'est donc favoriser les grandes compagnies internationales de transport, notamment celles à capitaux américains.

Les promoteurs de la Z.I.A. ont raison de se placer dans l'optique du retour à la tradition internationale de Nantes telle qu'elle était vécue à la « grande époque » du commerce nantais aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Il y a tout un symbole dans cette référence à une prospérité basée sur le trafic des esclaves et le pillage colonial.

## FAVORISER LES PROFITS SPECULATIFS ET FINANCIERS

Il s'agit bien pour les promoteurs de la Z.I.A. de favoriser les profits spéculatifs et financiers, de subordonner notre économie à la division capitaliste du travail à l'échelon international et de donner toutes facilités aux transnationales pour accroître leur emprise sur notre économie.

L'économie régionale (et notamment le tissu de PME/PMI) risquent fort de se voir porter un rude coup par la concurrence des transnationales. La Z.I.A. conduira à des délocalisations d'activités et à une économie encore plus dépendante des exportations, ce qui ne peut qu'accroître ses difficultés et sa fragilité. La localisation des hypothétiques investissements a toutes les chances de se faire au détriment d'autres localités de la région et sans souci des besoins et de la cohérence de l'économie régionale.

Les finances de l'Etat et des collectivités territoriales vont se trouver sérieusement amputées alors même que les promoteurs de la Z.I.A. sollicitent un financement accru sur fonds publics. Cela conduirait alors à réduire massivement les programmes sociaux, à reporter la charge fiscale sur les salariés et les travailleurs modestes.

Certains prétendent que ces mesures attireront des investissements et donc créeront des emplois.

Nous nous élevons en faux contre ces affirmations. Les expériences existantes montrent que, non seulement ces zones n'ont jamais réussi à résoudre les problèmes du sous-développement ou du chômage, ni à promouvoir un développement économique cohérent, mais qu'elles ont contribué à accroître les difficultés des pays qui les ont favorisées.

Les résultats sont suffisamment désastreux dans les PVD pour que des organismes internationaux commencent à s'inquiéter des conséquences de la généralisation des Z.F. Elles ont contribué à l'accroissement de la dette de ces pays et la surexploitation des salariés y est scandaleuse : ainsi de jeunes femmes sont usées en moins de 5 ans dans les entreprises d'électronique installées de ces zones.

Attribuer massivement des aides publiques pour redresser les profits des entreprises ne conduit pas forcément à des investissements, encore moins à la création d'emplois et à une véritable modernisation. Nous avons l'expérience du plan textile, du plan machine-outil, du FIM, des pôles de conversion, des mesures budgétaires en faveur des entreprises. En fait, les fonds distribués accélèrent le plus souvent la casse industrielle, les suppressions d'emplois, la financiarisation de notre économie et l'exportation des capitaux. Le bilan des pôles de conversion est d'ailleurs particulièrement coûteux, négatif et dérisoire. Le tout à l'exportation, la soumission aux intérêts des transnationales ont

fait leur preuve par la casse, le chômage, la pénétration de notre marché intérieur. En fait, la croissance financière se fait contre l'emploi et la production et c'est cette politique désastreuse qu'il est proposé de favoriser encore plus avec la création de la Z.I.A.

## MISE EN CAUSE DES DROITS ET ACQUIS DES SALARIES

Les documents officiels fournis sur les projets de Z.F. et sur le projet de Z.I.A. sont toujours étrangement prudents et discrets sur les questions sociales. Mais dans des documents moins publics, la mise en cause des droits et acquis des salariés est toujours présentée comme une condition du « succès » des Z.F. Certains l'annoncent d'ailleurs très ouvertement comme A. Madelin dans une interview au Nouveau Journal !

« ... Il n'est pas pensable de dire que les zones d'emploi sont les zones où on va remettre en question tous les droits acquis des syndicats... On peut trouver des idées pour donner plus de souplesse... »

Dès lors que les Z.F. sont généralisées en France et dans la C.E.E., la mise en cause des acquis sociaux s'en trouvera accélérée par la mise en concurrence des zones. Elle est déjà effective aujourd'hui avec les pavillons de complaisance, les mesures diverses et multiples de flexibilité... elle est revendiquée notamment par le patronat portuaire.

Ainsi, les paroles rassurantes et prudentes d'aujourd'hui ne doivent pas abuser les salariés car les promoteurs et les soutiens de l'opération Z.I.A. sont des partisans affirmés de la flexibilité. On peut leur faire confiance pour ressortir ultérieurement le slogan éculé et faux de coûts salariaux soi-disant trop élevés en France. Faux comme le montre les comparaisons de la Dresdner Bank et faux parce que c'est la gestion sur critère de rentabilité financière qui pèse sur l'efficacité de notre outil portuaire en brisant les nécessaires solidarités entre les entreprises maritimes et portuaires et le reste de l'économie nationale.

## POUR LES MULTINATIONALES

La Z.I.A. n'est pas seulement une concession majeure aux revendications patronales ; elle s'inscrit dans un projet beaucoup plus vaste à base de libéralisme sauvage calqué sur les pratiques du Reaganisme et du Thatcherisme, un projet qui accompagne une offensive de grande envergure des transnationales, en particulier américaines.

Il y a volonté de généraliser les Z.F. aux pays industrialisés en les adaptant aux spécificités des marchés de ces pays, aux industries de hautes technologies, ce qui explique leurs zones d'implantation et le besoin d'avantages concédés pour une durée suffisante. Il s'agit de zones répondant aux besoins des transnationales les plus puissantes (les armements navals tourmondistes n'en étant

que la partie visible) dans le cadre de leur redéploiement et de l'acquisition de nouvelles positions hégémoniques sur le commerce international et sur les économies des pays de la sphère d'influence capitaliste. Il est prévu que près de 30 % des échanges internationaux passeront par l'intermédiaire des zones franches à l'horizon 1990.

C'est non seulement un moyen pour les transnationales d'accroître leurs profits du fait de la multiplicité et de l'importance des avantages accordés mais encore la possibilité de maîtriser le commerce international, de peser sur la disponibilité et les cours des matières premières et produits échangés, de spéculer avec une plus grande facilité ou d'utiliser les opportunités des règlements communautaires (pour bénéficier des subventions diverses accordées). Sans compter les trafics moins avouables, les menaces pour l'environnement et la sécurité des habitants... Car la volonté clairement affirmée, c'est de refuser tout contrôle de la puissance publique ou de le réduire à presque rien.

## SUPRA-NATIONALITE ET DEREGLEMENTATION

Laisser faire, c'est voir s'installer une supranationalité qui priverait la France de la maîtrise de son commerce extérieur et la désarmerait totalement face à l'offensive des sociétés transnationales ; offensive qui tend à transformer la C.E.E. en zone de libre-échange à leur profit et notamment à instaurer la déréglementation des marchés publics ; offensive d'autant plus dangereuse que les grands groupes à base française, publics ou privés, se placent délibérément dans ce choix de supranationalité et d'abaissement national.

La volonté de créer, multiplier et diversifier les zones franches est donc à relier à la bataille du patronat et de la droite en faveur de la déréglementation fiscale, juridique et sociale. Elle renforcera le processus de dénationalisation en cours. Cette orientation est encouragée et impulsée très ouvertement par le gouvernement sous le prétexte d'attirer les capitaux étrangers et d'accroître les exportations. Elle est complémentaire des efforts déployés en faveur d'une Europe supranationale sous domination du capitalisme américain.

Les zones franches portuaires (et terrestres) prévues en France sont donc un des moyens d'une attaque en règle contre la législation sociale nationale, contre le secteur public et nationalisé, contre les moyens économiques dépendant de la puissance publique (gestion d'infrastructures par exemple).

C'est bien pourquoi il faut se méfier des maigres avantages apparents de court terme et bien voir qu'il s'agit d'un engrenage aux conséquences particulièrement graves pour l'économie nationale, les salariés, les travailleurs.

Le patronat et tous ceux qui militent pour les zones franches savent bien que d'étaler publiquement l'ensemble des incidences de leurs projets risquerait de soulever une opposition d'envergure. Ainsi, insistent-ils toujours pour adopter une attitude pragmatique et rechercher un consensus général sur des choix éventuellement

plus limités (on retrouve ici la même attitude que pour la mise en œuvre concrète de la flexibilité).

## AGIR POUR UNE VERITABLE MODERNISATION

C'est pourquoi ils veillent à cantonner le débat loin des salariés et de la population.

Ceux qui préconisent et soutiennent la Z.I.A. sont coupables de dissimuler la nature de ce projet et ses incidences. Ils utilisent la crise, la situation économique et sociale que connaît notre pays et cette région de Loire-Atlantique, l'aspiration des chômeurs à trouver un emploi pour poursuivre et accentuer l'attaque contre les droits des salariés et l'économie nationale. Ils portent des responsabilités d'autant plus lourdes que bien souvent ils ont aussi contribué à diversifier l'accroissement du chômage et qu'ils ont la possibilité de s'opposer à la prolifération des zones franches.

En rejetant catégoriquement un projet tel que celui-là, nous agissons pour une véritable modernisation de notre économie car s'il est justifié de moderniser ce qui doit être dans les activités maritimes, portuaires et connexes, il est clair que cela ne sera pas obtenu en accordant aux transnationales toutes les facilités et dérogations possibles ni en foulant aux pieds la législation nationale et les droits des salariés.

## CONTRE L'ABANDON NATIONAL

A l'inverse de la stratégie d'abandon national et social qui est proposée dans le projet de Z.I.A., nous affirmons que l'avenir de la Loire-Atlantique ne peut pas être une fuite en avant dans le négoce international mais doit s'appuyer en priorité sur l'outil industriel et portuaire existant qu'il convient donc de préserver et moderniser encore.

C'est en œuvrant à une modernisation réelle fondée sur la satisfaction des besoins, le développement de l'emploi efficace et de la production nationale, l'accroissement du rôle et de la place des salariés, la mise en place de nouvelles solidarités nationales et de coopération internationales, la mise en œuvre dans les entreprises et les services d'une gestion efficace économiquement et socialement qu'on peut le mieux valoriser l'outil maritime et portuaire de la Basse-Loire et donc résoudre les problèmes de cette région.

Car c'est une région qui ne manque ni d'atouts ni de moyens, en particulier financiers, pour relever le défi du chômage. Encore faut-il les mobiliser au service de l'économie régionale et de l'intérêt national au lieu de les mettre au service de la croissance financière.